

PREFET DE LA MARNE

Direction départementale des territoires de la Marne  
Service Environnement  
Eau, Préservation des Ressources  
Cellule Procédures Environnementales

Châlons-en-Champagne, le

**ARRETE DE MISE EN DEMEURE**  
**Société ROUGHOL**  
**(site de la ZAC DES ESCARNOTIERES**  
**CHALONS EN CHAMPAGNE)**

**Le Préfet de la région Champagne Ardenne,**  
**Préfet du département de la Marne,**  
**Officier de la Légion d'Honneur,**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite,**

INSTALLATIONS CLASSEES  
AP 2012-MD-137-IC

VU

- le code de l'environnement et notamment le livre V, parties législative et réglementaire, relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral 2010.A.176.IC du 16 juillet 2010 autorisant la société ROUGHOL à exploiter une installation de récupération et de stockage de métaux et alliages, de démolition de véhicules hors d'usage, de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux sur le territoire de la commune de Châlons-en-Champagne, rue Charles Cros, ZAC des Escarnotières,
- le compte rendu de visite et les constats établis le 11 octobre 2012, lors de la visite menée par l'inspection des installations classées,
- les réponses de l'exploitant du 26 octobre 2012, du 15 novembre 2012 et du 21 novembre 2012 aux constats établis lors de la visite,
- le rapport de l'inspection des installations classées de la D.R.E.A.L. Champagne Ardenne du 7 décembre 2012, Unité territoriale de la Marne, faisant suite à la visite d'inspection du site le 11 octobre 2012,

CONSIDÉRANT que les dispositions liées au stockage de bois ne sont pas respectées,

SUR proposition de monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la MARNE

ARRÊTE

## Article 1er

La Société ROUGHOL, située 1, rue Charles Cros à CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE (51), est mise en demeure de respecter les prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation 2010.A.176.IC du 16 juillet 2010 et notamment l'article 8.3 relatif au stockage de bois :

- les murs de ceinture seront surmontés d'un auvent d'une largeur de trois mètres (projection horizontale) en matériaux MO et pare flammes de degré une heure, -
- l'aménagement d'une bande de circulation de 3 mètres minimum autour du stockage de bois.

## Article 2 – Délais

A compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 1er du présent arrêté doivent être respectées dans les délais suivants :

**6 mois** pour ce qui concerne la mise en place de l'auvent,

**3 mois** pour ce qui concerne l'aménagement de la voie de circulation.

L'exploitant transmet dans le mois suivant ces échéances, les justificatifs de la mise en œuvre effective de ces dispositions.

## Article 3 – Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, si, à l'expiration des délais fixés pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, le préfet peut :

- obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser,
- faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites ;
- suspendre par arrêté le fonctionnement de l'installation, jusqu'à exécution des conditions imposées et prendre les dispositions provisoires nécessaires.

## Article 4 -

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés

## Article 5 -

En application de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 6 :

M. le Maire de CHALONS EN CHAMPAGNE procédera à l'affichage en mairie du présent arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une ampliation sur demande adressée à la direction départementale des territoires.

Article 7:

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, M. le Directeur départemental des territoires de la Marne, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Champagne Ardenne et M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la direction de l'ARS Champagne-Ardenne, à la DDT – service urbanisme habitat, au service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, au service départemental d'incendie et de secours, à la direction de l'agence de l'eau, ainsi qu'à Monsieur le maire de CHALONS EN CHAMPAGNE, qui en donnera communication à son conseil municipal.

Le présent arrêté sera notifié à Monsieur le Directeur – société ROUGHOL - 01 rue Charles CROS - ZAC des ESCARNOTIERES -51000 - CHALONS EN CHAMPAGNE, sous pli recommandé.

Châlons en Champagne, le 24 - 11 - 2019

Pour le préfet,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture



Francis SOUTRIC